

PERSPECTIVES

REMANIEMENT MINISTÉRIEL À OTTAWA

Des déplacements remarquables

Les nominations de Stockwell Day et Christian Paradis ont retenu l'attention

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Lorsque le premier ministre Stephen Harper a dévoilé les changements apportés à la composition de son cabinet ministériel mardi, il a tenu à mettre l'accent sur deux déplacements dans son discours: celui de Stockwell Day et celui de Christian Paradis. Deux seulement sur un total de 12 changements. Preuve que ceux-ci lui tiennent davantage à cœur.

La logique derrière la nomination de Stockwell Day à titre de président du Conseil du trésor est simple: il devra jouer le rôle ingrat de «monsieur Non» au cours des prochaines années pour reprendre le contrôle des finances publiques. Le déficit d'Ottawa atteindra 56 milliards de dollars cette année seulement. D'ici 2013-2014, les déficits post-récession totaliseront 159 milliards de dollars selon Ottawa (167 milliards selon le directeur parlementaire du budget, Kevin Page).

«Ça veut dire quoi, "défendre" les sables bitumineux? Cela veut-il dire qu'on doit cesser de les exploiter?»

«Alors que notre programme de relance va prendre fin et que nous nous préparons à la réduction du déficit lorsque l'économie aura repris, il sera essentiel que le gouvernement limite la croissance des dépenses publiques», a expliqué M. Harper en point de presse à la sortie de Rideau Hall. «Le président du Conseil du trésor jouera un rôle critique dans la surveillance des dépenses du gouvernement. Je confie cette tâche à l'un des plus anciens membres du cabinet, un ex-trésorier provincial qui s'est distingué dans tous les portefeuilles qu'il a dirigés.»

L'entourage de M. Harper a expliqué aux journalistes que M. Day avait acquis une solide réputation de conservateur fiscal pendant les années où il a siégé à l'Assemblée législative albertaine (de 1986 à 2000). La réalité est quelquefois plus nuancée.

Des surplus

Vrai, le gouvernement de Ralph Klein a administré une médecine de cheval à la province pendant les années 1990, devenant la première à s'attaquer à ses déficits. Mais quand Stockwell Day prend les rênes du ministère des Finances en mars 1997, la province en est déjà à son quatrième surplus budgétaire consécutif. D'ailleurs, en septembre 1997, M. Day organise le premier «Sommet de la croissance» de la province pour penser à des façons d'utiliser les surplus.

En 1998, il dépose le premier budget de son cru, dans lequel il accorde un milliard de dollars



Le premier ministre, Stephen Harper, a son arrivée à Rideau Hall mardi pour annoncer le remaniement ministériel.

CHRIS WATTIE REUTERS

de plus à la santé, à l'éducation et aux services sociaux sur trois ans. Il livre toutefois son véritable héritage politique l'année suivante. Il annonce l'application d'un taux de taxation uniforme de 11 %. La critique est positive, même si tous reconnaissent que les contribuables les plus aisés profiteront le plus du changement. (M. Day s'était fait, sans succès, le défenseur sur la scène fédérale d'une «flat tax» lorsqu'il est devenu chef de l'Alliance canadienne.)

Dans ce même budget albertain 1999, les dépenses en santé augmentent de 8,7 % et celles en éducation, de 7,1 %. A un point tel que le trésorier prend la peine d'avertir les citoyens qu'une telle tendance ne pourra être maintenue à long terme. En 2000, quelque temps avant l'élection provinciale et son départ pour la scène politique fédérale, Stockwell Day dépose un budget-bonbon permettant l'embauche de 2400 employés dans le

secteur de la santé et de 2200 professeurs. Les dépenses grimpent de 1,6 milliard de dollars, la hausse la plus importante depuis 1985.

Renaissance politique

Tout en étant présenté par Stephen Harper comme un de ses ministres les plus compétents, Stockwell Day vivait par ailleurs un beau revers de fortune. En tant que chef de l'Alliance canadienne en 2000, il avait vécu l'enfer. Il avait dû hypothéquer sa maison de 60 000 \$ pour payer lui-même une partie d'une poursuite en diffamation dont il faisait l'objet (pour avoir écrit à l'époque qu'un avocat qui défend un pédophile est sûrement d'accord avec la pornographie infantile). La facture totale s'était élevée à 800 000 \$ et les Albertains avaient appris avec effroi qu'ils devaient la payer.

M. Day avait aussi été ridiculisé pour ses

croyanances religieuses, notamment parce qu'il voulait que le créationnisme soit enseigné dans les écoles publiques. On lui reprochait encore le lien qu'il avait établi en 1988 entre les femmes se faisant avorter et les parents violents. «La logique est que, si vous êtes capables de couper un enfant en morceaux ou de le brûler avec une solution saline lorsqu'il est dans le ventre de sa mère, qu'est-ce qui vous empêche de lui donner quelques taloches lorsqu'il est en dehors du ventre?», avait-il dit. Depuis, M. Day a mis en veilleuse ses positions sociales.

Christian Paradis

En accédant aux Ressources naturelles, le député de Mégantic-L'Érable, Christian Paradis, était tout heureux d'obtenir ce qui est considéré

VOIR PAGE C 2: HARPER

PRÉSIDENTIELLE AU SRI LANKA MARDI PROCHAIN

La clé du scrutin entre les mains des tamouls

Le président sortant Mahinda Rajapaksa brûlait de déclencher une élection précipitée au Sri Lanka pour pouvoir surfer sur la vague de popularité que lui procurait son indiscutable victoire militaire obtenue sur les Tigres tamouls en mai 2009. Sauf que, tout à coup, il ne peut plus compter que sa réélection passe comme une lettre à la poste depuis l'entrée en scène surprise de l'autre grand héros de cette victoire, soit le général Sarath Fonseka, devenu candidat de l'opposition coalisée. Ironie du sort, le vote de la minorité tamoule devient subitement crucial. Le scrutin a lieu mardi prochain.

GUY TAILLEFER

New Delhi — La rue sri lankaise, celle de la majorité cinghalaise et bouddhiste qui compte pour 75 % de la population, est plus ambivalente qu'il n'y paraît par rapport à Rajapaksa. Elle lui est indubitablement reconnaissante d'avoir mis fin à 26 ans de guerre civile en décapitant l'organisation indépendantiste et radicale des Tigres tamouls. Les gens veulent croire que la guerre est finie pour de bon. On respire plus à l'aise à Colombo, la peur qu'à tout instant un attentat suicide soit commis s'est magiquement évaporée... En même temps qu'on n'est pas dupe de la nature du gouvernement sri lankais: Rajapaksa, disent aussi les gens, a perpétué la culture de corruption et de népotisme qui caractérise le fonctionnement de l'État et n'a, finalement, rien fait pour développer l'économie et créer des em-



Le président Mahinda Rajapaksa n'est pas assuré de sa réélection.

ANDREW CABALLERO-REYNOLDS REUTERS

ploi. Son régime a emprisonné les opposants jugés trop critiques. Qu'il promette, maintenant que la question des Tigres est militairement réglée, de s'attaquer à ces problèmes et de faire du pays un «phare de l'Asie», ainsi que le proclame avec enflure sa plateforme électorale récemment rendue publique, est pris avec un grain de sel.

Au demeurant, il n'a décroché son premier mandat en 2005 que par une marge de 200 000 voix sur son adversaire Ranil Wickremasinghe, de l'UNP (United National Party), dépositaire traditionnel du vote des minorités musulmane et tamoule (hindoue), qui forment environ le quart de l'électorat. N'eût été le boycottage du scrutin

imposé à l'époque par les Tigres de libération de l'Îlam tamoul (LTTE), les chances de l'emporter de l'UNP, plus sensible au problème de l'exclusion politique et culturelle dont sont victimes les deux millions de Tamouls concentrés dans le nord du pays, auraient été plus grandes.

Carte nationaliste

M. Rajapaksa aura joué à fond, jusqu'à tout récemment, la carte identitaire du nationalisme cinghalais et bouddhiste. Encore qu'il ne soit pas le premier à le faire. Toute l'histoire politique du pays depuis son indépendance, obtenue en 1948, est imprégnée de ce nationalisme teinté d'animosité

à l'égard des Tamouls, favorisés par les Britanniques sous la domination coloniale. Le président a amplement fait vibrer cette corde pendant l'offensive militaire contre les Tigres, fermant la porte des camps de réfugiés aux organisations d'aide internationale au nom de la défense de la nation. Ses sorties aux accents antioccidentaux ont fait leur effet sur une bonne partie des Cinghalais, convaincus que l'opinion publique occidentale s'est laissée emberlificoter par la désinformation tamoule. «C'est une espèce de Hugo Chávez asiatique», résume Sunil Jayaratha, avocat et défenseur des droits de la personne basé à Matara, dans le sud du pays.

Rajapaksa n'est toutefois plus en position de jouer cette carte avec autant de superbe. Trouvant qu'il lui faisait de l'ombre, le président sortant a cru pouvoir faire taire le général Fonseka, en l'assignant, en juillet dernier, à des fonctions militaires plus honorifiques. Mal lui en prit. En devenant le candidat présidentiel unique de l'opposition, dont fait partie l'UNP, il se trouve à puiser, à titre de fossyeur en chef des Tigres, au même puits de votes nationalistes. «Ils sont coude à coude», dit Eric Fernando, journaliste-vedette et ex-directeur général de la Sri Lankan Broadcasting Corporation, joint à Colombo cette semaine. «C'est une situation inédite en 20, 30 ans. Rajapaksa, qui se voyait plébiscité pour un second mandat, est dans le pétrin. On le voit bien à son «body language»».

Vote tamoul

D'où l'importance que prend tout à coup ce petit bloc d'électeurs que constitue la minorité tamoule, ô combien malmenée par une offensive

VOIR PAGE C 3: SRI LANKA

PERSPECTIVES

Solidaires
et lucides

GIL COURTEMANCHE

Solidaires: dès les premières heures, malgré les répliques qui glaçaient le sang, la calme solidarité des Haïtiens jetés dans les rues de la capitale. Ce qui frappait, c'était l'absence de panique et la détermination collective d'aider et de secourir. Dès les premiers jours, la solidarité qui envahit les réseaux sociaux sur Internet. Je pense à Gaël Monin, responsable de la célèbre galerie Monin de Port-au-Prince, qui multiplie les appels et les informations sur Facebook: localisation des cliniques fonctionnelles, lieux pour faire des dons, que ce soit à Paris, à Boston ou à Miami, appels à des médecins. Depuis le début devant son ordinateur, elle s'est transformée en répartitrice d'aide et de services.

Solidaire aussi et affirmant sa capacité d'organisation et de mobilisation, la communauté haïtienne de Montréal si souvent oubliée et parfois décriée. C'est cette communauté qui, dès les premiers jours, exerce la pression publique sur Québec et Ottawa qui, dans les premiers jours, eurent la solidarité bien hésitante. C'est cette communauté qui a forcé Québec à modifier son attitude en affirmant sa volonté et sa capacité d'accueil. Mais ici, les gouvernements ont la solidarité bureaucratique et polie, oubliant que le légalisme est souvent assassin. Déjà, les orphelins américains, néerlandais ou français étaient auprès de leurs parents adoptifs. Nous attendons toujours les premiers orphelins adoptés par des Québécois et nous attendons toujours que se concrétise la notion élargie de regroupement familial. Nous ne parlons pas ici de Kosovars, mais de frères, de sœurs, d'oncles, de tantes que des citoyens canadiens sont prêts à recueillir, loger, nourrir. Nous parlons d'une communauté de 130 000 personnes qui offre ses bras, ses maisons et ses capacités de prise en charge. Une communauté qui est justement scandalisée par la criminelle inflexibilité du gouvernement fédéral.

Et puis, comme un torrent sans fin, la solidarité de la population, la mobilisation des organismes communautaires, la réaction des artistes qui multiplient les interventions. Près de 100 millions de dollars donnés en dix jours.



Or cette générosité, cette mobilisation, cette solidarité risquent de faire long feu et de souffrir d'éparpillement et de cataplasmes, si elles ne laissent pas place à une calme et audacieuse lucidité pour contribuer à reconstruire ou plutôt à réinventer l'avenir. Car Haïti est un cas unique qui exige une analyse rigoureuse de la part des gouvernements amis, de son propre gouvernement et des organisations internationales. Il ne sert à rien de reconstruire pour retrouver le pays qui existait auparavant. Ce serait perpétuer une sorte de maladie chronique. Il ne faut pas reconstruire, il faut profiter de cette catastrophe pour refaire, pour transformer. Lors du tsunami, lors du grand tremblement de terre en Chine, les gouvernements, les forces de police ou les armées sont demeurés en place et ont pu contribuer de façon massive au sauvetage et à la reconstruction. Ce n'est pas le cas en Haïti, qui n'avait presque pas de gouvernement avant le séisme et qui n'en a plus du tout. Jusqu'ici on se fait fort de «respecter» la souveraineté haïtienne. Mais il n'est de souveraineté réelle, justifiable et utile que celle qui peut prendre en charge société et population. Il faut dès maintenant poser le problème de l'absence de gouvernement réel dans le pays et faire passer la réorganisation du pays concret avant celle de l'organisation gouvernementale. Et surtout demander aux dirigeants haïtiens d'examiner avec réalisme et humilité leur capacité réelle de diriger eux-mêmes la reconstruction du pays. Une des plus grandes qualités des Haïtiens est leur fierté nationale, mais trop souvent, elle s'est transformée en orgueil aveugle.

La structure, la nature de la capitale font partie des clés du désastre: la ville est surpeuplée, construite de manière sauvage, peu génératrice de richesses, ne vivant presque uniquement des services et du petit commerce. La reconstruction doit servir à assainir cette ville, à en réduire la taille, à condamner les bidonvilles érigés dans les ravines et dans la foulée à décentraliser les services publics tous outrageusement centralisés dans la capitale.

Soyons lucides quand nous parlons de plan Marshall. Il n'y a pas d'industries à reconstruire en Haïti et nul investisseur ne veut aller s'y établir. Il faut se souvenir que ce pays est un pays rural et que la seule source de richesse réelle vient de l'agriculture, une agriculture mal en point certes, mais qui peut servir de plateforme pour revitaliser le pays. Une relance des campagnes permettra aussi de convaincre ceux qui s'y sont réfugiés par dizaines de milliers d'y demeurer et de ne pas retourner végéter à Port-au-Prince, en quête de travail qui n'existe pas. Il est plus facile de remettre sur pied et de développer l'agriculture et en particulier la culture du riz que de reconstruire des quartiers de taudis. En ce sens, les Américains pourraient faire un geste significatif en cessant d'exporter vers la Perle des Antilles leur riz lourdement subventionné qui fait une concurrence injuste au riz produit localement.

Cela ne demanderait qu'une petite signature. Et lundi, lorsque les pays amis d'Haïti se réuniront à Montréal, on pourrait avec une simple signature prendre une première mesure structurante en annulant la dette de 2 milliards qui grève le maigre budget haïtien. Une autre petite signature solidaire.

GUERRE DE TITANS EN VUE

Google envahit le terrain d'Apple

En lançant son téléphone, la multinationale remet en question son crédo de la gratuité

FABIEN DEGLISE

C'était un secret de Polichinelle, mais sa révélation a fait grand bruit. Depuis le 5 janvier et le dévoilement de son dernier jouet, le téléphone intelligent Nexus One, la multinationale américaine Google montre ses nouvelles couleurs: pour marquer la fin d'une décennie qui a consacré sa domination dans les espaces virtuels de communication, avec entre autres son célèbre moteur de recherche, l'empire de Mountain View entre désormais avec force et ambition dans un autre univers, celui de la téléphonie sans fil et des applications qui viennent avec elle, et où un autre géant, Apple, règne avec son iPhone.

Un face-à-face entre deux titans est donc sur le point de s'amorcer. Mais, derrière la tentative de ce géant de l'indexation et de l'algorithme de mettre la main sur le lucratif marché de la communication et de la transmission de données sans fil, se profile finalement une plus grande révolution. Son Nexus One ne viendrait-il pas finalement confirmer le bien-fondé de la stratégie commerciale d'Apple, stratégie qui remet profondément en question le modèle fétiche de Google, soit celui de la gratuité?

«Ce sont deux visions qui s'opposaient et qui sont en train de se rejoindre», lance le consultant en nouvelle technologie Pierre Fraser, auteur du bouquin électronique *Conscience numérique. Avec son téléphone, Google sort désormais de son champ naturel d'expertise et de son modèle d'affaires. Et il est difficile aujourd'hui de prévoir où tout ça va conduire l'entreprise de Larry Page et Sergey Brin.*

Le premier bilan n'est pas très encourageant. Une semaine après son apparition sur le marché américain, à peine 20 000 exemplaires du Nexus One produits par le constructeur taïwanais HTC ont été vendus, a indiqué la firme Flurry, un observateur de l'univers du mobile, tout en qualifiant les chiffres de «décevants». Et pour cause. En comparaison et à valeur presque égale, les iPhone 3G d'Apple s'étaient envolés comme des petits pains chauds en 2007 avec 500 000 appareils écoulés en 48 heures.

Il y a loin de la coupe aux lèvres, et surtout des cinq à six millions d'unités que Google devrait vendre en 2010, selon l'analyste financier Doug Anmuth de la Barclays Capital. Mais il y a aussi là un signe révélateur: malgré sa position dominante sur le Web, malgré sa notoriété à l'échelle internationale, malgré ses ambitions et surtout ses moyens financiers colossaux, «Google va avoir de la difficulté à sortir du modèle d'affaires dans lequel il est pour en adopter un autre», prévient M. Fraser.

Une matérialisation en cours

Le changement est en effet radical. C'est que, depuis son apparition en 1998, Google a imposé dans les mondes virtuels ses six lettres colorées, mais aussi sa vision du Web conjuguée au temps de l'abondance et de la gratuité. «Google, c'est l'entreprise gentille qui est ouverte et qui donne tout», poursuit-il. Elle est dans le registre du donnant-donnant: Google utilise gratuitement tous les contenus disponibles sur le Web pour faire de l'argent et permet l'accès gratuit à ce qu'elle en fait. Elle évolue dans le champ du social pour transiger avec nous, mais là, c'est dans le champ des normes économiques qu'elle souhaite inscrire son interaction avec nous.

Le Nexus One, pour l'instant disponible uniquement aux États-Unis, n'est pas gratuit. Il s'accompagne en effet d'une facture de 529 \$ à laquelle doivent s'ajouter les frais de connexion à un réseau de téléphonie sans fil. Le système de distribution imaginé par Google est toutefois placé sous le signe de l'ouverture et du libre choix de son opérateur.

Cette matérialisation d'un composante de l'empire de la recherche est toutefois délicate, assure Jean-François Ouellet, professeur de marketing et spécialiste des nouveaux produits à HEC Montréal. «Google fait face aux mêmes écueils que



MIKE BLAKE REUTERS

Google parviendra-t-il à sortir de son modèle d'affaires pour en adopter un autre?

Microsoft qui, à une autre époque, s'était lancée dans la vente de périphériques avec un succès plutôt mitigé, dit-il. Cela a eu tendance à semer la confusion dans l'image de marque de l'empire de Bill Gates et pourrait du coup rattraper Google, croit l'universitaire.

Effectivement, la multinationale arrive sur un terrain qui est loin d'être vierge. Dans le monde du téléphone intelligent, BlackBerry (avec 21 % des parts de marché en 2009) et Nokia (39 %) côtoient désormais Apple (18 %), qui les talonne avec son iPhone, mais surtout avec les dérivés extrêmement populaires qui viennent avec lui: l'accès à un magasin en ligne de musique en format mp3 et à un catalogue de plus de 100 000 applications en format portable. Apple a également instauré un système de vente de ses contenus sur le principe des petites bouchées accessibles facilement contre des poignées d'argent.

Un modèle dont le succès est confirmé par plus de trois milliards de téléchargements à ce jour sur la surface du globe. Pis, l'image de marque d'Apple est également très forte, résume Philippe Girard, associé chez OS Communication, un concepteur d'applications mobiles. «Elle a fait beaucoup parler d'elle en 2009», avec à la clef un résultat prévisible: la marque est entrée l'an dernier dans le top 10 des marques les plus souvent citées dans les réseaux sociaux, selon la société Virtue.

Certes, cette semaine l'American Dialect Society a consacré le mot de recherche en décrétant que son nom, Google, était finalement le mot de la décennie qui s'achève. Rien de moins. La cause? Sa profonde intégration dans le langage quotidien aux États-Unis, estime le groupe de linguistes, qui suivent depuis plus de 20 ans les mutations de la langue de Shakespeare. Mais il n'empêche, «nous ne sommes pas devant une marque-culte», dit Jean-François Ouellet. Pour les néophytes, il va y avoir une certaine réticence à se tourner vers Google pour un téléphone cellulaire puisque l'entreprise est beaucoup plus connue comme fournisseur de solutions Web que d'équipements.

Quant à la nomination de Jean-Pierre Blackburn aux Anciens Combattants, plusieurs affirment qu'il ne s'agit pas d'une rétrogradation. Avec l'Afghanistan, un plus grand nombre de vétérans reviennent au pays. Il s'agit d'un ministre très discret, certes, mais en étroit contact avec les groupes sur le terrain, donc bénéfique pour le politicien, un peu à l'image de la Condition féminine. En outre, on souligne que le seul hôpital fédéral pour les anciens combattants qu'Ottawa gère directement est celui de Sainte-Anne-de-Belleuve, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Notons enfin que Diane Ablonczy n'a toujours pas monté en grade, restant ministre junior. On dit d'elle qu'elle est la seule capable de tenir tête à Stephen Harper. Mme Ablonczy s'était présentée à la course à la chefferie de l'Alliance canadienne en 2002 contre lui et on dit qu'il ne l'a toujours pas digéré. Mais un certain Stockwell Day était aussi dans la course et cela ne semble pas avoir nui à sa carrière.

Un faux pas calculé?

Dans ce contexte, l'incursion de Google dans le secteur téléphonique pourrait donc avoir toutes les allures d'un faux pas. En apparence seulement, croit Pierre Fraser, que cette reconfiguration du marché n'étonne guère. «Depuis 10 ans, on a la naïveté de croire que le monde virtuel peut vivre sans une contre-partie dans le monde des atomes», dit-il. Google vient donc assurer sa croissance en produisant quelque chose de concret pour mieux essayer de l'accrocher aux nombreux services en ligne qui ont fait sa renommée, dont un qui pourrait bien être la pierre angulaire du nouvel édifice dont elle pose les bases avec son Nexus One: la géolocalisation.

«2010 va être l'année de la géolocalisation», commente Philippe Girard, d'OS Communications. Utile pour se situer dans l'espace, ce principe, qui s'exprime dans des applications comme Google Maps ou Google Earth, cherche aussi de plus en plus sa place dans l'univers de la consommation et de la publicité, qui rêve de pouvoir transmettre des contenus à saveur commerciale à des propriétaires de cellulaires, là où ils se trouvent. «La pub devient de plus en plus personnalisée, de plus en plus ciblée», ajoute-t-il. Et dans ce contexte, le détenteur des bases de données utiles à la localisation et d'un téléphone intelligent capable d'en tirer profit part forcément avec une longueur d'avance.

La situation n'a d'ailleurs certainement pas échappé aux stratégies de Mountain View qui, pour cette raison, estime que l'incursion de Google dans le monde du portable est plus que nécessaire, même si elle impose un bouleversement des fondements mêmes de la multinationale et une redéfinition de son contour économique et social. «Elle va avoir besoin d'un service à la clientèle», dit M. Fraser. Ce qu'elle n'a pas actuellement et qui, dans un univers matériel, peut parfois être primordial pour négocier des virages.

Avec la collaboration de François Desjardins
Le Devoir

HARPER

SUITE DE LA PAGE C 1

comme une promotion. D'ailleurs, on note qu'il est le premier Québécois à gérer ce portefeuille depuis le progressiste-conservateur Marcel Masse (1986-1989).

Les critiques ont vite fusé: un Québécois défendra «l'indéfendable», à savoir les sables bitumineux de l'ouest du pays. Vraiment? Il faut noter que le dossier des sables bitumineux a jusqu'à présent été bien davantage abordé par le ministre de l'Environnement, Jim Prentice, par ailleurs ministre politique de l'Alberta, que par l'ancienne ministre des Ressources naturelles Lisa Raitt. Le partage des tâches entre les deux titulaires ne devrait pas changer.

Dans les coulisses, des conservateurs critiquent par ailleurs fortement le sous-entendu que cette critique comporte. «Ça veut dire quoi, "défendre" les sables bitumineux? Cela veut-il dire qu'on doit cesser de les exploiter? Quel impact cela aurait-il sur les finances publiques du Canada et les paiements de péréquation au Québec?» M. Paradis n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler que l'extraction des sables bitumineux ne contribue que pour 4 à 5 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre du Canada, contre 27 % pour le secteur des transports (y compris l'utilisation quotidienne de voitures par les travailleurs).

Lisa Raitt provient de la grande région torontoise. Christian Paradis vient de Thetford Mines, où les mines, en particulier celles d'amiante, sont une réalité concrète. «Il sait ce

que ça signifie au chapitre de l'emploi, du chômage, de la rétention des jeunes», souligne-t-on.

D'autres attirent l'attention sur un élément central du ministère: la foresterie. En région, le Bloc québécois gagne l'estime des électeurs en dénonçant le déclin de cette industrie et l'aide gouvernementale jugée insuffisante. Les conservateurs croient donc que d'avoir un Québécois à ce poste pourra leur donner un avantage comparatif.

Quant à la nomination de Jean-Pierre Blackburn aux Anciens Combattants, plusieurs affirment qu'il ne s'agit pas d'une rétrogradation. Avec l'Afghanistan, un plus grand nombre de vétérans reviennent au pays. Il s'agit d'un ministre très discret, certes, mais en étroit contact avec les groupes sur le terrain, donc bénéfique pour le politicien, un peu à l'image de la Condition féminine. En outre, on souligne que le seul hôpital fédéral pour les anciens combattants qu'Ottawa gère directement est celui de Sainte-Anne-de-Belleuve, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Notons enfin que Diane Ablonczy n'a toujours pas monté en grade, restant ministre junior. On dit d'elle qu'elle est la seule capable de tenir tête à Stephen Harper. Mme Ablonczy s'était présentée à la course à la chefferie de l'Alliance canadienne en 2002 contre lui et on dit qu'il ne l'a toujours pas digéré. Mais un certain Stockwell Day était aussi dans la course et cela ne semble pas avoir nui à sa carrière.



CHRIS WATTIE REUTERS

Le ministre des Ressources naturelles, Christian Paradis

Le Devoir

PERSPECTIVES

Le ommet de Lévis

La politique de l'anticipation

Jean Charest a fait un saut de 20 ans, au-dessus des problèmes actuels et de ceux qu'il rencontrera lors de son mandat

ROBERT DUTRISAC

Québec — Deux causes passionnent Jean Charest: l'unité canadienne quand elle est menacée, comme au moment du référendum de 1995, et l'environnement. Son passage comme ministre de l'Environnement au sein du cabinet de Brian Mulroney a laissé chez lui une trace indélébile. C'est lui qui représentait le Canada au sommet de Rio en 1991. Et c'est sans doute là qu'il a pris goût à la scène internationale, scène qui l'attire de plus en plus aujourd'hui.

C'est toujours avec une certaine nostalgie que Jean Charest évoque cette grisante époque où il a défendu la position environnementale du Canada et appliqué le premier Plan vert du gouvernement fédéral, élaboré par... Lucien Bouchard.

Aussi, il ne fallait pas trop se surprendre de voir Jean Charest, lors de cette rencontre économique fourre-tout qui a pris fin hier à Lévis, se faire le promoteur du virage vert que l'économie du Québec doit absolument prendre, selon lui. C'est une question de conviction, ce qui n'exclut jamais, chez lui, le calcul politique. La cause de l'environnement, dans la mesure où elle n'implique pas de sacrifices de la part des électeurs, c'est gagnant sur le plan politique. Jean Charest ne s'est sans doute jamais senti aussi populaire que lorsqu'il était titulaire du ministère de l'Environnement à Ottawa.

C'est surtout un sentiment d'irréalité qu'a laissé la Rencontre économique 2010, qui réunissait une centaine de décideurs, quelques chefs syndicaux et une poignée de lobbyistes d'associations.

D'entrée de jeu, l'observateur a été submergé par une litanie de lieux communs dignes d'un *pep talk* de chambre de commerce. Déjà, dans son discours d'ouverture mercredi en soirée, Jean Charest avait donné le ton, expliquant le plus sérieusement du monde la distinction entre une bonne et une mauvaise dette publique — vous savez, cette analogie avec les dépenses d'épicerie et l'hypothèque d'une maison — devant un aréopage où figuraient, entre autres, la présidente du Mouvement Desjardins, Monique Leroux, le président de BMO (la Banque de Montréal) au Québec, Jacques Ménard, et le président du conseil de Power Corporation, Paul Desmarais fils. Qui a dit gênant? La lecture d'un document Power-Point à l'ouverture de la rencontre par la malheureuse Madeleine Poulin (nous étions malheureux pour elle) est une pièce d'anthologie. Quelques exemples des lapalissades débitées: «Il faut faire des choix. En tentant de tout réussir à la fois, on dilue nos efforts»; «L'investissement des entreprises est souvent déterminé par leur confiance en l'avenir»; «Le niveau de productivité est au cœur du processus de création de richesse».

Au diable la dépense!

Sentiment d'irréalité aussi: autant il existe un genre littéraire qui s'appelle le roman d'anticipation, autant la politique d'anticipation est un genre dans lequel Jean Charest s'est lancé cette semaine. Pensons le Québec dans 20 ans et au diable la dépense! Jean Charest n'a pas bronché quand le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a réclamé 20 milliards pour les infrastructures de transport dans la métropole. Le premier ministre en a même rajouté, évoquant la construction d'une ligne de TGV Montréal-Boston-New York, croisant à Montréal le TGV Québec-Windsor, ainsi que le déploiement de taxis électriques dans toutes les villes d'importance au Québec.

Jean Charest a déclaré qu'il voulait que le Québec devienne «la puissance nord-américaine des énergies propres» en se fixant l'objectif, par exemple, de se distinguer en étant «la première société d'Amérique du Nord à électrifier son parc automobile et ses transports publics».



Jean Charest a fait dans la prospective cette semaine à Lévis.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un brin utopiste, Jean Charest a fait un saut de 20 ans, au-dessus des problèmes actuels et de ceux qui attendent son mandat. C'est comme s'il se préoccupait plus que jamais de sa place dans l'histoire, à l'instar d'un homme politique qui s'apprête à tirer sa révérence.

Il faut tout de même souligner que le gouvernement Charest a soigné ces derniers temps son image «verte». D'abord, à Copenhague, Jean Charest a fait la promotion des cibles québécoises en matière de réduction des gaz à effet de serre par rapport à la position canadienne. Puis, la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp, a annoncé que Québec adoptait sur son territoire les normes californiennes en matière d'économie d'énergie pour les véhicules.

Dans le même sens, Jean Charest dévoilait mardi une nouvelle entente entre Hydro-Québec et Énergie Nouveau-Brunswick, qui a pour but de «déployer sur le Nord-Est américain une stratégie énergétique et environnementale qui dépasse la souveraineté des États». Rien de moins. Quand il s'agit d'environnement et d'énergie re-

nouvelable, Jean Charest peut se montrer presque grandiloquent.

En cette période de sortie de crise, les discours sur la nouvelle économie verte ont la cote

Il faut dire qu'en cette période de sortie de crise, les discours sur la nouvelle économie verte ont la cote. L'administration Obama a déjà procédé à un changement de cap aux États-Unis; Washington investira massivement dans les énergies vertes au cours des prochaines années. En Ontario, le premier ministre Dalton McGuinty vient de rendre publique une entente d'une valeur de 7 milliards avec la coréenne Samsung visant la construction d'éoliennes et d'installations d'énergie solaire; l'Ontario veut devenir un centre nord-américain de fabrication dans ce secteur.

Quand il est revenu des hauteurs du sommet de Rio, Jean Charest est retombé rapidement sur le plancher des vaches; la joute politique canadienne a repris ses droits. Gageons que cette fois la réalité rattrapera le premier ministre, ce héros d'anticipation condamné à remonter dans le temps, jusqu'à nous.

Le Devoir

Le sophiste



MICHEL DAVID

Tout l'exercice auquel le premier ministre Charest avait convié le gratin économique québécois cette semaine à Lévis reposait sur un énorme sophisme qu'il avait énoncé dans son discours de mercredi soir: «Ici, nous allons nous détacher de l'échéance du prochain budget pour que nos décisions difficiles d'aujourd'hui ne soient pas nos problèmes de demain.»

En réalité, c'est en escamotant ces décisions difficiles et urgentes que les problèmes de demain risquent de devenir insolubles. C'est comme si M. Charest avait dit: la maison est en feu, mais plutôt que de l'éteindre, tâchons de voir de quoi elle pourrait avoir l'air dans vingt ans.

Il a poursuivi sur le même ton en conférence de presse. Pourquoi avoir volontairement esquivé la problématique budgétaire? «On a l'occasion d'en parler tous les jours.» Il aurait fallu ajouter: en privé.

Puisqu'il lui fallait bien démontrer une certaine volonté de s'attaquer au déficit, M. Charest a rappelé que «le gouvernement a fait adopter la loi 40 qui nous force à équilibrer le budget dans cinq ans». En réalité, il a plutôt modifié la loi antidéficit que le gouvernement Bouchard avait fait adopter pour la rendre moins contraignante.

Quant à l'utilité de déplacer des gens aussi occupés pour dégager des consensus sur des questions qui faisaient déjà l'unanimité, le premier ministre a expliqué sans rire que «cela permet l'adhésion».

Jeudi matin, il était un peu pathétique d'entendre Madeleine Poulin, chargée d'animer les échanges, faire l'interminable lecture de la synthèse des propositions des comités de vigie, qui semblaient autant de recettes pour bien réussir la tarte aux pommes: assurer la formation de base de toutes les personnes désireuses d'accéder au marché du travail, remédier à l'analphabétisme, favoriser une meilleure organisation du travail, soutenir les entreprises innovantes, être plus entreprenant... Il suffisait d'y penser!

Les invités de M. Charest ne voulant pas être impolis, personne n'a osé lui dire ouvertement qu'il y a des limites à rire du monde. Officiellement, la rencontre «pouvait être utile». A micro fermé, c'était simplement «un show de boucane».

Seul le président du conseil de BMO, Nesbitt Burns, Jacques Ménard, a manifesté un peu d'impatience en déclarant qu'un jour ou l'autre, «il faudra se donner un agenda clair et résolu» pour revenir à l'équilibre budgétaire et éliminer la dette.

Il faut dire que M. Ménard a déjà joué dans ce film et il ne tenait sans doute pas à reprendre le rôle du dindon de la farce. À l'issue du Forum des générations, en octobre 2004, on lui avait demandé de présider un énième comité sur le financement du système de santé, dont le rapport a été aussitôt tabletté.

Cette fois-ci, M. Charest a au moins eu la décence de confier à ses ministres le soin de se pencher sur des dossiers comme la formation professionnelle, la recherche et l'innovation, l'économie de Montréal, etc. Bref, de faire ce pour quoi ils sont payés.

Peu importe le domaine d'intervention, une réalité demeure incontournable: sans marge de manœuvre financière, les meilleures propositions demeureront des vœux pieux, notamment en matière d'éducation, à laquelle tout le monde accorde la priorité.

Dans son discours d'ouverture, M. Charest a souhaité que nos universités deviennent un «pôle d'attraction» pour les cerveaux du monde entier. Précisément, en haussant les frais de scolarité pour le MBA à 30 000 \$, malgré les objections de la ministre de l'Éducation, l'Université McGill vient de démontrer ce qu'il en coûte pour faire partie de l'élite mondiale.

Pour le premier ministre, le plus intéressant dans cette rencontre a semblé être qu'elle soit maintenant chose du passé. Cela lui permet de passer à ce qui semble l'intéresser le plus ces temps-ci: les voyages. Jeudi, il ne cachait pas son plaisir à la pensée de participer au Forum économique de Davos — un vrai, celui-là —, qui sera suivi d'un grand périple en Inde.

En réalité, il se serait bien passé de la séance de bavardage de Lévis. À l'issue d'une réunion du caucus de ses députés à la fin de l'été, il parlait d'un «grand dialogue» sur les finances publiques, mais ses plans avaient manifestement changé depuis. Le seul qui semblait continuer à y tenir était le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure M. Charest pensait vraiment de donner un grand coup pour résoudre le problème budgétaire, mais il a clairement opté pour une approche modérée. À moins que le budget de mars réserve une grosse surprise, une augmentation importante des tarifs d'électricité ne semble plus être envisagée dans un proche avenir.

L'avantage financier saute aux yeux, mais le coût politique pourrait être élevé. Selon un sondage Léger Marketing-Journal de Montréal, 87 % des Québécois s'y opposent. Il indique aussi que 68 % appuient la position du gouvernement dans les négociations pour le renouvellement des conventions collectives dans le secteur public.

Pourquoi se compliquer la vie en mélangeant les pommes et les oranges? Le rapport de forces pourrait changer si les syndicats prenaient la tête de l'opposition aux hausses de tarifs.

mdavid@ledevoir.com

SRI LANKA

SUIITE DE LA PAGE C 1

militaire qui aurait fait 7000 morts dans les combats avec les Tigres. Rajapaksa a tempéré son discours et promet maintenant de prioriser la recherche d'une «solution politique» avec les tamouls. Sous les vives pressions internationales, son gouvernement a finalement ouvert les camps de détention, le 1^{er} décembre, où étaient entassés jusqu'à 300 000 réfugiés, à distribuer des ustensiles de cuisine, de l'outillage agricole et promis aux familles une aide pécuniaire, déjà en partie versée, d'environ 450 \$. Quelque 100 000 personnes sont toujours détenues pour des raisons de sécurité. Le gouvernement s'est engagé à réinstaller dans leur village tous les déplacés d'ici la fin de janvier.

M. Rajapaksa affiche une bonne volonté qui risque d'arriver trop tard. Combien de Tamouls, qui n'ont du reste pas nécessairement la tête à aller aux urnes, aura-t-il par ces gestes convaincus de voter pour lui? D'autant que le général Fonseka vient tout juste d'obtenir l'appui du parti Tamil National Alliance (TNA), principal parti tamoul modéré.

Non pas que le général soit d'emblée considéré par la minorité comme une panacée. L'ONU l'a montré du doigt pour des atteintes aux droits humains commis pendant la guerre. «C'est un nationaliste cinghalais au même titre que le président sortant», affirme Eric Fernando. Mais mieux vaut quand même lui que Rajapaksa, me disait dernièrement un journaliste tamoul de Jaffna. La paix militaire ne durera pas si n'en découle une paix sociale et politique. À défaut, les Tigres risquent de renaître de leurs cendres sous d'autres formes.» Le général Fonseka a fait une promesse audacieuse: la fra-



Des partisans du président Rajapaksa lors d'un meeting électoral à Nittambuwa.

ANDREW CABALLERO-REYNOLDS REUTERS

gile démocratie sri lankaise reposant sur un système présidentiel très autoritaire, il s'est engagé à réformer la Constitution et à abolir la présidence.

Encore faut-il que les élections de mardi se passent le plus proprement et le plus calmement possible. On achève bien ses présidents au Sri Lanka: l'un a été assassiné par un moine bouddhiste en 1959, l'autre par le LTTE en 1993. Les violences politiques ont fait, des deux

côtés, au moins quatre morts depuis le début de la campagne électorale. Inquiet, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé un appel au calme. Une organisation srilankaise, Campaign for Free and Fair Elections, déplorait jeudi le fait que les deux clans se préparaient «agressivement» à vivre une journée de scrutin sous le signe de la violence.

Le Devoir

ÉDITORIAL

Rencontre de Lévis

Une certaine sagesse

Avant la rencontre économique de Lévis convoquée par le premier ministre Jean Charest, plusieurs observateurs appelaient à une séance de thérapie collective de laquelle tous ressortiraient convaincus de la nécessité d'un virage à 180 degrés en matière de gestion des finances publiques au Québec. Une sorte de sommet à la Lucien Bouchard. Or, compte tenu de la conjoncture et des négociations en cours avec ses employés, M. Charest en a décidé autrement... et c'est tant mieux!



A lors qu'il avait annoncé une rencontre pour discuter de la reprise économique et que son ministre des Finances, Raymond Bachand, souhaitait plutôt aborder la question des finances publiques, Jean Charest a finalement opté pour une consultation large sur les défis qui attendent le Québec à plus long terme. Certains en ont conclu qu'il avait manqué de courage. Pourtant, c'est M. Charest qui a eu raison d'élever le débat d'un cran pour éviter un affrontement stérile et forcer les acteurs à regarder loin devant. Il aurait même pu faire un pas de plus en leur demandant ce que chacun d'eux pouvait faire de plus pour le Québec au lieu de se placer en mode de revendication.

Au cours de la dernière décennie, le Québec a commencé à rattraper son retard en matière économique et présente aujourd'hui un taux de chômage inférieur à celui des provinces voisines. Malheureusement, le taux de diplomation de ses jeunes reste inférieur, sa population vieillit plus vite, ses régions se vident au rythme des fermetures d'usines des secteurs traditionnels et son économie risque d'en subir les contrecoups.

Voilà les problèmes auxquels un gouvernement responsable doit s'attaquer en priorité. Et c'est à cela que le premier ministre a convié ses ministres pour les prochains mois. Est-il sérieux ou s'agit-il d'un jeu de relations publiques? Souhaitons que la première option soit la bonne parce que, si le problème des finances publiques est important, il ne pourra jamais constituer un motif de mobilisation d'un peuple!

Rappelons-nous l'après-sommet de 1996: sans la création des garderies à 5 \$ et le démarrage de la nouvelle économie du multimédia attirée par d'ingénieux programmes d'encouragement, quels souvenirs positifs aurions-nous du gouvernement Bouchard? Celui de la crise du verglas? La lutte contre le déficit a aussi constitué un moment fort de ce gouvernement, mais ce qu'on en retient, c'est surtout le dérapage dans les moyens utilisés pour atteindre l'objectif. L'approche Bouchard menée dans un climat de crise perpétuelle a causé un tort irréparable au réseau de la santé, annulant les bienfaits attendus des réformes en santé, démobilisant une majorité de salariés de l'État et concentrant toute l'attention des forces vives du Québec sur une seule cible. À tel point qu'une fois l'équilibre atteint, personne ne savait quel autre objectif viser...

Jean Charest a raison de rejeter l'approche quasi hystérique des années 1990 en lui substituant des moyens moins ponctuels qui ne démobiliseront pas le Québec pour une deuxième fois en 15 ans. La question est maintenant de savoir lesquels? Pour le moment, on ne connaît rien de son plan — si plan il y a! — si ce n'est que l'échéance de quatre ans est trop courte. Pas de doute qu'il faudra accroître les revenus au-delà du rythme naturel de croissance de l'économie, mais lesquels? De même, il faudra restreindre la croissance des dépenses sans pour autant mettre en péril les progrès fragiles réalisés depuis dix ans. Ce n'est pas la quadrature du cercle, mais presque...

Depuis le retour du déficit budgétaire causé par la récession, les chantres d'un virage radical en matière de finances publiques ont repris leur croisade. Malheureusement, les remèdes proposés conduiraient à une catastrophe pire que le mal décelé. Pensons seulement à la proposition d'augmenter tous les tarifs d'électricité de 50 %: l'idée ne tient pas la route pour des raisons évidentes de compétitivité, sans oublier les contrats à long terme signés avec les plus gros consommateurs. En matière de prix comme en matière de fiscalité, on sous-estime toujours très largement les effets pervers des virages à 180 degrés!

Voilà donc l'autre défi auquel le gouvernement Charest doit maintenant s'attaquer: proposer aux Québécois un plan économique, fiscal et tarifaire raisonnable, équitable, efficace et acceptable à long terme, y compris pour le demi-million de salariés du secteur public dont le Québec aura aussi bien besoin au cours des prochaines années.

jrnsansfacon@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Une balle pour Jésus

Nous apprenons que certaines compagnies qui fabriquent des armes pour l'armée américaine n'ont aucun scrupule à inscrire de courts passages de la Bible sur des carabines. Heureusement, un arrêt législatif mettra bientôt fin à cette aberration.

Après la déclaration disjonctée de Pat Robertson qui a fait fortune en inculquant la peur à ceux qui l'ont rendu riche tout en buvant ses paroles, ce même personnage qui s'est déjà présenté à la présidence des États-Unis et qui déclarait il y a quelques jours que les Haïtiens avaient pactisé avec le diable au XIX^e siècle afin que ce dernier les débarrasse de l'envahisseur français, voilà maintenant que de brèves citations de la Bible apparaissent gravées sur des carabines. Curieux pays que cette superpuissance qui est capable du meilleur et du plus stupide. Parfois, à titre de Canadiens et surtout de Québécois, lorsqu'on se compare, on se console.

Jean Chenay
Sherbrooke, le 22 janvier 2010

Les champions de la prorogation

Une nouvelle discipline fera son entrée aux Jeux olympiques de Vancouver: l'épreuve de la prorogation. À cette épreuve, la délégation politique du pays hôte vient de démontrer qu'elle n'aura rien à envier aux athlètes des quatre coins du monde qui assisteront à son triomphe.

Tous resteront pantois d'admiration devant la performance du gouvernement fédéral, qui manie désormais cet instrument à la vitesse de l'éclair. Grâce à une nouvelle technique éprouvée, le téléphone, l'épreuve de la prorogation vient de franchir de nouveaux sommets d'ingéniosité. La ténacité et la persévérance du gouvernement canadien lui vaudront sans doute la plus haute

marche du podium. La planète entière aura la chance de contempler en direct la victoire éclatante de cette équipe chevronnée.

Fort de son succès, cette équipe devra cependant se familiariser avec une nouvelle discipline encore plus exigeante en regardant Ottawa: l'épreuve de la démocratie.

Mathilde Sauvé
Montréal, le 21 janvier 2010

Le microcrédit en Haïti

Ce serait drôlement bien que le gouvernement canadien accepte à l'avenir de diriger une plus grande part de notre aide étrangère vers le microcrédit en Haïti et dans d'autres pays pauvres! En ciblant les plus pauvres parmi les pauvres, ceux vivant avec quelques dollars par jour, nous améliorerions rapidement leurs conditions d'existence et leurs perspectives d'avenir. Je suis certain que de tout petits prêts de 20 \$ à 200 \$ feraient toute la différence du monde pour plusieurs de nos frères et sœurs plus démunis.

Bruno Marquis
Gatineau, le 21 janvier 2010

Pense-t-on à tout avec l'achat d'Énergie Nouveau-Brunswick?

Le Québec et le Nouveau-Brunswick ont renégocié leur transaction pour des installations de production d'électricité. [...]

On sait que l'achat comprend des centrales de production au mazout qui dégagent des gaz à effet de serre, donc qu'elles font fondre la banquise, fuir les ours blancs et peut-être provoquent des orages différents.

Mais il faudrait surtout se préoccuper de la centrale nucléaire CANDU de Pointe-LePREAU. Oh, elle ne dépose pas de suie sur les autos et le linge sur la corde, mais elle

dégage quelque chose de plus subtil et dangereux: la radioactivité.

CANDU, c'est cette fière technologie canadienne qui laisse s'échapper une eau radioactive, car elle a rencontré le réacteur. Elle se dégage sous forme de vapeur, un petit peu tous les jours, et en déversements accidentels, oups. Car on sait ce que c'est, l'eau, ça s'infiltrait partout, ça rend l'air humide, ça fait rouiller, c'est bu...

Ces vapeurs vont tôt ou tard pleuvoir dans le chemin de la chaîne alimentaire. Et on ne parle pas ici de colorant alimentaire! La radioactivité fait un beau ravage dans une matière vivante, causant des cancers et des fœtus ratés. Petites quantités deviendront grandes, car elles s'échappent régulièrement et se conservent durant mille siècles.

De plus, il faut savoir qu'avec l'achat de la belle centrale de Pointe-LePREAU vient un lourd parc de déchets radioactifs. Il n'y a rien à faire de ces déchets et on devra les surveiller durant... cent mille ans! (Pensez: les pyramides d'Égypte n'en ont que cinq!)

Le public mesure mal l'impact de la radioactivité sur la santé des populations. Donc peu de gens protestent. C'est compliqué, le nucléaire, et c'est subtil. Ça répand son miasme autour et ça ne se voit même pas; ça pète parfois, on répare pour des sommes colossales, et il faudra surveiller tout ce gâchis durant des siècles. Et ça nous coûtera des milliards en surveillance, en sécurité, en nettoyage, en traitements... En attendant, s'il y en a qui comprennent et s'indignent, ils peuvent aller signer la pétition sur le site Web de l'Assemblée nationale du Québec...

Le Québec est riche en ressources puissantes pour ses besoins énergétiques, il n'a besoin ni de Pointe-LePREAU ni de Gentilly. Et le Québec a surtout besoin des milliards qu'il y engloutirait stupidement.

Daniel-Jean Primeau
Vice-président des Artistes pour la paix
Le 21 janvier 2010

REVUE DE PRESSE

D'une chose à l'autre

Manon Cornéliier

La réponse du gouvernement Harper à la crise haïtienne lui attire beaucoup de commentaires positifs, mais depuis une semaine, une question le poursuit, surtout au Québec: la réunification des familles haïtiennes élargies. Contrairement au *Devoir*, par exemple, le *Globe and Mail* est réticent à répondre favorablement à la demande de la communauté haïtienne et des partis d'opposition d'élargir la définition de la famille pour permettre le parrainage de frères, de sœurs, de neveux et de nièces. Selon le quotidien, «le gouvernement fédéral a bien agi, accélérant l'étude des demandes en cours et le traitement des demandes de parrainage d'orphelins tout en reconnaissant qu'ouvrir trop grandes les portes pourrait établir un mauvais précédent pour le Canada et nuire à la reconstruction d'Haïti».

Québec a, en vertu d'une entente conclue avec Ottawa en 1991, élargi la catégorie de la famille pour les ressortissants haïtiens demeurant sur son territoire et, comme c'est le cas de près de 90 % de la communauté au Canada, cela signifie que cette approche aura préséance. Le *Globe* s'en désole. Il estime que le fédéral avait raison. Surtout, dit-il, que Québec n'augmentera pas le nombre total d'immigrants, mais en refusera venant d'autres pays. Le quotidien craint que permettre

une plus forte immigration haïtienne ne crée de nouveaux problèmes, comme la fausse représentation de liens personnels que l'absence de documentation rend possible.

Rick Salutin, chroniqueur au même journal, est plutôt irrité par ce petit air de supériorité et d'autosatisfaction qui accompagne trop de reportages et d'analyses. «C'est l'éternel envers de la charité et de la générosité, cette occasion de se sentir simultanément gentil et moralement supérieur tout en renforçant les relations entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas. Avec, en plus, ce plaisir indirectement pris, d'une manière quasi pornographique, de la misère des autres. Je pense à cette programmation insatiable de nouvelles où les interviewers demandent sans cesse comment les gens se sentent.» Salutin prévient qu'il vaut mieux ne pas se montrer paternaliste envers les États défaillants («failed states»), car tous les États ont leur part d'échecs. Il cite la réponse américaine à l'ouragan Katrina, les relations du Canada avec les autochtones et le fait que... «Lucien Bouchard a abandonné son poste de premier ministre du Québec parce qu'il trouvait cette société ingouvernable». (Hmmm!)

Pendant ce temps, au Canada...

Le premier ministre Stephen Harper a remanié son cabinet cette semaine, mais tant qu'il restera le patron, cela n'équivaudra qu'à une réorga-

nisation du parterre, croit Greg Weston, de Sun-Media. Ce dernier note qu'avant Noël, M. Harper a donné à ses ministres de nouvelles directives pour l'année 2010 dans lesquelles il les avertisait qu'il n'accepterait aucune initiative de leur part en matière de dépenses. Tout ce que le remaniement offre, dit Weston, est un indice de la stratégie conservatrice pour les prochains mois. Le message le plus évident à faire passer est que le gouvernement commence à regarder au-delà de la relance économique pour envisager la rigueur budgétaire. L'arrivée d'un favori de la droite du parti, Stockwell Day, à la tête du Conseil du trésor renforce cette image, «même si toute cette histoire de contrôle conservateur des dépenses ne sera en réalité, pour un long moment, qu'un gros exercice de relations publiques».

Sous la loupe

Le message libéral, lui, est moins clair. Le chroniqueur Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, se demande même si le chef libéral Michael Ignatieff a des convictions et, si oui, lesquelles. La question est d'autant plus importante, dit-il, que le Parti libéral semble avoir perdu de vue son identité. «Il fut une époque où le Parti libéral défendait trois choses: un gouvernement central fort, un État activiste, qui tente de redistribuer la richesse, et une politique étrangère internationalis-

te.» Selon Simpson, il est aujourd'hui difficile de cerner ce en quoi croient les libéraux. Or, «sans idées convaincantes de l'opposition, les électeurs qui ont voté conservateur vont rester avec leur équipe». Simpson trouve que la peur paralyse trop les libéraux: peur des conservateurs, peur de la couverture négative des médias, peur que les électeurs ne veuillent pas de débats sérieux. Ils en viennent à ne rien dire ou à être trop timides, ce qui les empêche de se distinguer clairement des conservateurs.

Le NPD a aussi eu droit à sa volée de bois vert, en provenance cette fois d'un ancien allié, l'ex-président des Travailleurs unis de l'auto, Buzz Hargrove. Dans un texte paru dans le très conservateur *National Post*, Hargrove écrit que «le NPD chancelle d'élections en élections, devenant moins pertinent chaque fois», et ce, parce qu'il s'est éloigné des idées chères à sa base. Il en a surtout contre l'abandon de la promotion de la propriété publique comme moyen d'atteindre des objectifs sociaux. Partisan de la coalition forgée l'an dernier, il regrette que ce genre d'audace soit l'exception. «Trop souvent, les chefs du NPD répondent trop prudemment ou de façon trop conservatrice aux occasions de défier l'entreprise privée et les idées de droite.»

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Crise iranienne des otages américains, 30 ans après

Ken Taylor, ambassadeur et espion

4 novembre 1979. Le monde entier est sous le choc: des étudiants iraniens ont envahi l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Une cinquantaine d'employés commencent alors une captivité qui s'étirera sur 444 jours. Après la chute du régime du chah Mohammed Raza Pahlavi, après l'avènement de l'ayatollah Khomeiny, en pleine révolution islamiste, la toute-puissante nation américaine est neutralisée par un gouvernement fondamentaliste divisé.

Dans un scénario digne d'un roman d'espionnage, le Canada réussit à faire sortir sains et saufs d'Iran six diplomates américains. Cette évocation secrète est rendue possible notamment grâce à la participation singulière de Ken Taylor, alors ambassadeur du Canada en Iran.

ROBERT WRIGHT

Professeur d'histoire à l'Université Trent

Extraits de Notre homme à Téhéran, publié en français au Canada par les éditions de l'Homme, Copyright 2010, Robert Wright, tous droits réservés. Entrevue avec Jim Edward par Les Harris. En librairie le 26 janvier

Notre homme à Téhéran raconte l'histoire des deux années qu'a vécues Ken Taylor à titre de plus haut diplomate canadien en Iran. À son arrivée, en septembre 1977, le pays était sous la férule du chah Mohammed Reza Pahlavi, un monarque autoritaire qui, aux yeux de tous, allait gouverner le pays pendant la décennie des années 1980 et au-delà. «À moins que le chah ne soit formellement déclaré inapte, physiquement ou mentalement, à prendre des décisions, il est peu probable que l'on remette ouvertement en question un aspect quelconque de son autorité.»

Telle était la conclusion à laquelle en était arrivée la CIA un mois à peine avant que Taylor n'entre en fonction. Personne — ni les services de renseignement américains, ni le KGB, ni même l'ayatollah Khomeiny — n'aurait pu prédire la rapidité de la chute du régime du chah. En janvier 1980, au moment où l'ambassadeur Taylor quitta Téhéran, le chah était en exil, Khomeiny allait célébrer le premier anniversaire de son retour triomphal, la révolution islamique qu'il avait souhaitée avait eu lieu, et cinquante-trois diplomates américains amorçaient leur quatrième mois de détention aux mains des rebelles iraniens.

Une fois le chah destitué, Ken Taylor et ses collègues canadiens, à l'instar de pratiquement tous les autres étrangers à Téhéran, furent réagés à des événements dont ils ne pouvaient ni prévoir ni comprendre toute la complexité. «Qui dirige à Téhéran?», entendait-on régulièrement dans toutes les capitales du monde tandis que l'on s'efforçait de comprendre à quoi rimait la structure secrète et impénétrable du nouveau gouvernement en place en Iran.

Il est bien possible que l'ambassadeur Taylor, qui avait d'abord été nommé en Iran pour y promouvoir les intérêts commerciaux du Canada, se soit imaginé suivre le circuit bien établi des cocktails diplomatiques de Téhéran. Au lieu de cela, il se retrouva inexorablement mêlé à une crise dont, au plus fort de la révolution, il devint le principal élément en charge pour le Canada. Lorsque, en janvier 1979, Ottawa lui ordonna d'organiser l'évacuation des ressortissants canadiens, Taylor, aidé de ses collègues de l'ambassade, s'en chargea avec un zèle au-delà de toute attente. L'ambassadeur était un homme capable de leadership en présence de pressions très fortes, et tous étaient d'accord sur ce point. Lorsqu'on lui demanda en février 1979 de coordonner, au nom du Canada, et sans rien ébruiter, la représentation des intérêts diplomatiques d'Israël en Iran, Taylor s'acquitta de cette tâche avec efficacité et discrétion. [...]

Au moment de l'occupation de l'enceinte de l'ambassade américaine, en novembre 1979, Washington se retrouva dépourvu de tous moyens diplomatiques ou de renseignement en Iran, et Ken Taylor devint l'un des seuls Occidentaux en qui les Américains avaient confiance et, en l'espace de quelques semaines, l'atout le plus précieux des États-Unis dans la région. [...]

Confiance et respect

[...] L'ambassadeur Ken Taylor s'était lentement mais sûrement attiré les confidences des responsables du service de renseignement améri-

Avec le concours de son épouse et de membres du personnel de l'ambassade, il cache les Américains chez eux.

Le Devoir publie des extraits du livre Notre homme à Téhéran, écrit par le professeur d'histoire à l'Université Trent Robert Wright. Il y raconte le récit enlevé de ce sauvetage, levant au passage le voile sur le rôle tout à fait crucial qu'a joué Ken Taylor dans l'opération américaine. Ayant gagné la confiance et le respect des responsables du service de renseignement américain depuis la prise de l'ambassade, M. Taylor s'est vu confier par l'administration du président américain Jimmy Carter un rôle capital, révélé dans ce livre: il devint espion.



Des partisans de l'ayatollah Khomeiny manifestent en novembre 1979 devant l'ambassade américaine, qui est déjà occupée depuis quelques jours par des activistes.

cain depuis la prise de l'ambassade, gagnant leur confiance et leur respect à chaque étape. [...]

Ses relations à Téhéran et son empressément à dénicher et à analyser l'information utile aux États-Unis impressionneront grandement les Américains, et ils l'en remercieront à plusieurs reprises. Il est impossible de savoir si la Maison-Blanche chercha à établir des arrangements semblables avec d'autres représentants de pays alliés à Téhéran. De ce que l'on sait des événements de décembre 1979 et de janvier 1980, cela semble très improbable. Ce qui est sûr, c'est que la discrétion, le jugement et le courage de Ken Taylor firent une telle impression sur l'administration Carter qu'elle décida de le choisir pour tenir un rôle d'une importance exceptionnelle.

Elle lui demanda de devenir l'un de ses espions.

Rôle inconnu

[...] Le rôle des Canadiens dans la collecte de renseignements en vue de la mission de sauvetage Eagle Claw est resté jusqu'à maintenant pratiquement dans l'oubli, même pour les historiens les plus chevronnés spécialistes des services de renseignement américains. Le président Jimmy Carter n'en a jamais parlé. [...]

On ne sait pas à quel moment exactement Ken Taylor fut approché officiellement pour recueillir des renseignements pour le compte des États-Unis, et il est difficile de le déterminer par déduction aussi. Cela est attribuable à la nature même de la collecte de renseignement. Pour les diplomates et les responsables du renseignement, il existe deux types de renseignement: celui qui peut être recueilli et donc communiqué de manière passive, et celui que l'on recherche activement. Tous les diplomates étranger font de la collecte passive de renseignement, du moins dans le sens où ils fournissent à leur propre gouvernement de l'information à propos du pays hôte.

C'était le cas de Ken Taylor.

Une demande officielle

La demande officielle provint des plus hautes instances gouvernementales, c'est-à-dire qu'elle fut présentée par le président américain au premier ministre canadien. Il semble que la demande fut faite le 30 novembre, le seul jour où, mis à part le 8 novembre, le premier ministre Clark s'est entretenu personnellement, au téléphone, avec le président Carter. Il n'existe aucune transcription de cette conversation téléphonique; cependant, Joe Clark envoya à Flora MacDonald un résumé de cet appel, long de trois pages. «Le président exprime son appréciation quant au rôle inhabituellement actif et utile joué par le Canada», y indique Clark, en précisant qu'il s'adresserait à MacDonald sous pli séparé pour lui parler «d'une autre question soulevée dans le cours de ma conversation avec le président Carter».

L'envoi ou non de cette note ainsi que son contenu restent classifiés, comme toute la correspondance écrite entre Clark et Carter. Si le président Carter a demandé personnellement au premier ministre Clark d'inclure Ken Taylor parmi les espions actifs agissant au bénéfice des États-Unis, ce qui est fort probable, cela a dû se faire pendant cette conversation téléphonique.

La demande de Carter fut transmise à l'ambassadeur Taylor par les voies établies aux Affaires extérieures, après une rencontre entre les hauts responsables du ministère et l'amiral John Rodocanachi, directeur général du renseignement et de la sécurité au Département de la défense nationale, et son homologue au service de renseignement de la GRC, le général Michael Dare. Taylor accepta sans hésiter, sachant qu'il avait le soutien de ses plus proches collègues à Ottawa, de l'establishment du renseignement canadien, et du premier ministre lui-

même. À partir de ce moment, le nombre des Canadiens qui surent que Taylor avait accepté de recueillir et de transmettre de l'information aux États-Unis ne se compta jamais à peine plus que sur les doigts d'une main. [...]

La mission

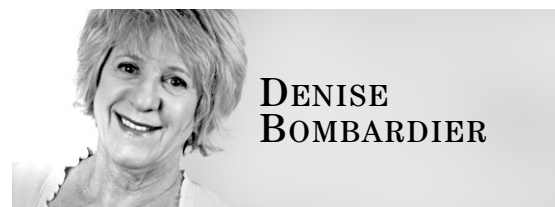
[...] La mission canadienne de recherche de renseignements à Téhéran comportait trois éléments.

Le premier consistait à surveiller des activités de l'enceinte de l'ambassade des États-Unis à Téhéran et à noter avec soin chacun des aspects liés à ces activités, en particulier si elles avaient trait à l'état de préparation des militaires iraniens. «L'une des premières choses demandées, selon Jim Edward, a été de surveiller quotidiennement l'ambassade américaine pour déterminer le nombre de gardes postés à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. Quelles armes utilisaient-ils? De quelles autres munitions disposaient-ils? Quelle était leur puissance de feu? Avait-on placé des officiers de tir autour de l'ambassade? À quel moment s'effectuait le changement de la garde et quelle était la routine adoptée par les gardiens de la révolution à l'intérieur et autour de l'ambassade? Nous devions connaître pratiquement tout ce qui se passait, chaque jour.» [...]

Le deuxième objectif que visaient les Canadiens était de trouver un endroit à Téhéran où dissimuler l'unité de la Force Delta [NDLR: groupe d'élite antiterroriste de l'armée], et de se procurer les véhicules terrestres qui les transportaient, eux et les otages, à travers les rues de Téhéran. Cet aspect de la mission signifiait qu'il fallait mettre l'ambassadeur Taylor et ses collègues à Ottawa dans le secret de la planification d'Eagle Claw [NDLR: nom de la mission visant la libération des otages]. Selon Eagle Claw, le déplacement de l'unité devait se faire par camion depuis l'entrepôt où les soldats seraient dissimulés jusqu'à l'ambassade, pendant la deuxième nuit de la mission de sauvetage. Là, ils escaladeraient le mur de l'ambassade, entreraient rapidement dans les bâtiments où l'on croyait que les otages étaient détenus, rassembleraient tout le monde et les transporteraient tout près en terrain découvert, où les hélicoptères les emmèneraient hors de la ville vers Manzarjeh.

À l'intérieur même de l'enceinte se trouvait un vaste espace plat que l'on aurait pu songer à utiliser comme plateforme d'atterrissage, mais des photographies prises par des satellites américains avaient révélé un alignement de poteaux téléphoniques sur le terrain, une tactique délibérée employée par les occupants pour empêcher les hélicoptères d'atterrir. L'emploi de cette tactique avait renforcé l'idée, à la CIA comme au Pentagone, qu'il ne s'agissait pas d'un groupe d'amateurs. [...]

Le bénévolat



DENISE BOMBARDIER

J'ai souvenir d'un étudiant universitaire qui avait rédigé, il y a une vingtaine d'années, un mémoire sur le bénévolat. Il s'appliquait à démontrer, et il en éprouvait apparemment un curieux plaisir, que les bénévoles étaient des personnes qui, sous couvert de générosité, se donnaient bonne conscience. Il affirmait aussi qu'il s'agissait souvent de gens frustrés sur le plan personnel et professionnel qui s'octroyaient ainsi un statut social et un pouvoir dont ils n'auraient jamais pu rêver. Je confesse que, choquée de sa bêtise, j'avais refusé de le rencontrer à sa demande, car il espérait une petite gloire iconoclaste en me soustrayant une entrevue télévisée.

Une certaine gauche idéologique a toujours dénoncé le bénévolat, qui serait la panacée à une révolution sociale. Une façon de faire fonctionner le système qu'elle souhaite abattre. Or la tragédie d'Haïti, dont on n'a pas encore pris vraiment la mesure du miroir qu'elle tend à l'Occident, montre bien que les institutions internationales et les organismes humanitaires ne peuvent se passer des bénévoles, ces gens dédiés aux autres et qui s'y consacrent parfois après avoir pris leur retraite professionnelle. La générosité est un mot si galvaudé de nos jours qu'on n'ose l'utiliser pour décrire cet élan qui habite ceux qui s'oublient pour les autres.

Il faut les voir sur le terrain à travers les images de désolation et de destruction. Ils s'imposent à nous par leur gravité, leur détermination et un sens de la réalité que n'exclut pas leur idéal. C'est peu dire qu'ils ne s'attendent pas sur leur sort. Ils ne s'autorisent une émotion qu'envers les autres. En les regardant et en les écoutant, nous revivons en mémoire la plus simple et la plus magnifique phrase de l'Évangile: «Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime.»

Ces bénévoles ne sont pas des humanitaires, ce sont avant tout des humanistes dans le sens le plus spirituel du terme. Missionnaires de notre monde laïque, ils seront encore en Haïti lorsque le pays ne sera plus sous les projecteurs des médias de la planète. Un certain nombre étaient déjà sur le terrain avant le séisme, œuvrant dans cet anonymat qu'ils chérissent, sauf exceptions. Dans l'univers sans repères qui est le nôtre, où chacun cherche son moment de gloire et de notoriété, comment ces gens ont-ils réussi à conserver intacts ces vertus en perte de vue qui sont le don de soi et la gratuité du geste?

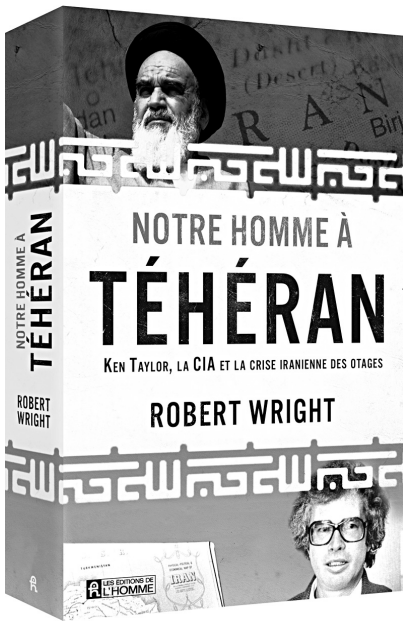
Les bénévoles n'ont pas tous l'obligation ou les moyens de quitter leur pays pour s'occuper des autres. Ceux qu'on a rebaptisés ici du vocable surprenant d'aidants naturels, c'est-à-dire ceux et celles qui s'occupent de leurs parents et amis dans le besoin, commandent également notre admiration. J'ai une amie qui a sacrifié vingt-cinq ans de sa vie pour vivre avec sa vieille mère morte à 98 ans après plusieurs maladies. Beaucoup de gens autour d'elle estimaient qu'elle perdait ses précieuses années à subir les humeurs grognonnes et les critiques souvent injustes, voire cruelles, de la vieille dame au caractère en dents de scie. À partir de la quarantaine, cette femme, demeurée sereine, a sacrifié sa vie sentimentale, car il est difficile de trouver un homme qui accepterait de s'effacer devant les besoins prioritaires d'une pareille quasi-belle-mère.

On ne s'improvise pas bénévole. L'engouement de plusieurs personnes disposées à partir sur un coup de cœur pour Haïti doit être freiné. Aider les autres exige des compétences précises. Dans un premier temps, le personnel médical est le plus nécessaire. Les médecins retrouvés dans des tragédies pareilles le sens le plus aigu de leur profession, celui de sauver des vies. Leurs collaborateurs, les infirmières avant tout, trouvent aussi les raisons qui leur ont fait choisir ce métier pas comme les autres, celui de mettre leur compétence au service de ceux qui souffrent physiquement. Mais l'efficacité de ces bénévoles s'évalue aussi à leur capacité de s'adapter au contexte dans lequel ils exercent leur art. Il n'y a pas de place pour des revendicateurs de droits personnels et des plainards sur les terrains de toutes les tragédies.

Il est reconfortant de savoir qu'il existe toujours des gens pour qui l'argent n'est pas l'objectif premier. Des gens qui trouvent une forme de bonheur dans l'altruisme. Certains s'engagent au nom de Dieu, d'autres au nom de l'Homme. On ne peut pas pratiquer le bénévolat sans être habité par une espérance, même la plus fugace.

Depuis le 12 janvier, on assiste à un déploiement sans précédent de générosité chez nous et partout dans le monde. Les médias présents en Haïti nous ont fait découvrir ces héros modernes que sont les bénévoles débarqués en renfort et ces Haïtiens qui trouvent le moyen d'oublier leurs propres malheurs pour secourir plus malheureux qu'eux. Je pense ici à ces directrices d'orphelinat demeurées auprès de leurs petits protégés miraculeusement sauvés de la mort. Il est devenu rare que les vertus humaines s'étalent au grand jour. Avant que le scepticisme, le cynisme, la dérision et l'individualisme ne reprennent le dessus, il est rassurant de constater que la solidarité humaine, la compassion, la bonté et la volonté de défier la tragédie sont le fait de personnes admirables. À travers elles s'exprime le meilleur de la condition humaine.

denbombardier@videotron.ca



LE DEVOIR A 100 ANS

Dessine-moi un journal

En 1935, les 25 ans du *Devoir* furent l'occasion d'expliquer aux lecteurs sa mécanique interne

En 1935, question de souligner son premier quart de siècle d'existence, *Le Devoir* publie un «numéro-souvenir» destiné à éclairer ses lecteurs sur son propre fonctionnement. Le document sera plus tard repris sous la forme d'un livre de 180 pages intitulé *Comment se fait le «Devoir»*. Plusieurs plumes sont consacrées et tout y passe, depuis l'évocation d'une journée type jusqu'aux secteurs couverts en passant par les plus infimes détails techniques d'impression. Regard sur le journalisme d'une autre époque.

JEAN DION

Qu'est-ce qu'un journal? Un «miracle quotidien», écrit d'entrée de jeu le directeur Georges Pelletier. «Vous lisez à deux heures à Montréal ce que le premier ministre de France a dit à deux heures au Palais-Bourbon à Paris, ou ce que Goering a déclaré aux nouvelles dans l'antichambre de Hitler à Berlin: la distance et le temps n'existent plus.» Pour arriver au produit final, une armée de travailleurs a été mise à contribution, chacun connaissant parfaitement sa tâche et sa place dans la chaîne. «Vous voulez les nouvelles? Les voici compilées, classées, illustrées, traduites, imprimées, livrées en vitesse. Vous n'avez qu'à choisir, sans même donner une pensée à ceux qui ont préparé tout cela pour vous. Le plus sédentaire liseur de journal peut ainsi faire en un quart d'heure le tour du monde et revenir chez lui sans s'être dérangé, sans avoir pensé à son conducteur, sans l'avoir même jamais vu», poursuit-il.

Pelletier insiste aussi sur la nécessité de tout le journal de surprendre le lecteur, et pour celui-ci d'être disposé à remettre en question ses propres idées. «Voyez la page des articles, notez-ils. Ils sont tantôt longs, tantôt laconiques. Si le journaliste qui les a faits connaît son métier, s'il a du talent, de l'expérience, il vous dit en cent ou deux cents lignes ce qui lui paraît qu'on doit en penser. S'il a du sens commun, de l'honnêteté, s'il écrit convenablement, avec intelligence, bonne foi, lisez-le, même s'il heurte votre opinion. Lorsque vous causez avec quelqu'un, préférez-vous ne parler qu'avec des gens qui entretiennent de tout, tout le temps, la même idée que vous? Et pourquoi certaines pages de rédaction ne sont-elles à peu près jamais lues? Parce qu'elles sont ternes, sans couleur, ne disent rien que ce que tout le monde pense banalement, qu'elles n'incitent pas à la réflexion.»

«L'homme qui pense tout le temps comme vous, ne diffère jamais d'avis avec vous, celui-là n'est-il pas du dernier ennuyeux? L'article de rédaction, donc, doit être neuf, personnel. Il doit renfermer du nouveau; car il est de l'essence du journal d'être neuf, d'apporter de l'inédit. Or, ce que

vous pensez, cela est-il si neuf pour vous? Le neuf, ne serait-ce pas ce que pensent les autres?»

De l'argent que nous n'avons point

En 1935, Omer Héroux occupe le poste de rédacteur en chef du *Devoir*. Il explique que, comme ses camarades, il fait «un peu de tout». La raison: le faible nombre d'effectifs, lui-même conséquence de la «pauvreté financière» du journal. «Le caractère même du *Devoir*, son indépendance des partis et des clans, son souci de choisir dans l'annonce, le fait qu'il s'installait sur un terrain déjà largement occupé réduisent nécessairement au minimum ses ressources.»

«Chez nous, l'aveu ne nous coûte point, jamais le journal, en tant que journal, n'a réussi à boucler son budget. [...] Pour les journaux qui, même en période de crise, accumulent des bénéfices, la situation n'offre guère de difficultés. Ils font ce qu'ils veulent, ayant les moyens de solder tous leurs comptes. Le malheur est que, trop souvent, ils ne paraissent point avoir même le goût de faire des choses utiles.»

«D'autres, dont les finances ne sont peut-être pas supérieures aux nôtres, se conduisent comme s'ils étaient riches. Le parti comblera le déficit. Nous n'avons pas cette ressource et nous devons tâcher à vivre selon nos moyens. Cela veut dire moins de pages, moins de rubriques que nous n'en voudrions donner.»

«Le rédacteur en chef, poursuit Héroux, n'a rien à faire avec l'administration du journal, mais il n'est pas beaucoup de ses camarades qui ressentent plus vivement que lui la pauvreté du *Devoir*. Il aurait des projets tout plein la tête. Impossible de les réaliser. Cela coûterait de l'argent que nous n'avons point. Il sent bien qu'il lui faudrait sortir, voir des gens, voyager, pour rafraîchir et élargir ses horizons: la besogne quotidienne ne lui en laisse pas le loisir.»

«Le rédacteur en chef ne se plaint point. Il sait bien que son sort est celui de tous les camarades. [...] Mais, lui comme eux, s'ils ne font point tout ce qu'ils veulent, ils ont au moins la consolation de travailler à une œuvre saine, d'aider à la tenir debout. Ils ont cette autre conso-

lution de songer, d'espérer qu'une autre génération, plus heureuse, pourra faire davantage et, sur leurs travaux oubliés, grâce à cet obscur labeur, édifier une œuvre plus grande, plus brillante aussi.»

Et Héroux conclut: «Cela, dans une très large mesure, dépend de nos amis. Si nous avions ces 25,000 abonnés!...»

«Le Conseil législatif siège rarement, poursuit-il. Comme les conseillers n'ont pas d'électeurs à soigner, ils n'éprouvent nullement besoin de faire des discours, et c'est autant de rhé-



La salle de rédaction du *Devoir*... à une autre époque.

l'autre, vous vous brouillerez avec lui, sans quoi il empoisonnera votre vie et ruinera même votre carrière.»

Dupire souligne que cette calamité a toujours le don d'apparaître au moment où approche l'heure de tombée. À l'époque, *Le Devoir* est un journal d'après-midi; il ne deviendra un quotidien du matin qu'en 1953.

«Si vous voulez être bien accueilli dans un bureau de rédaction, n'y paraissez jamais avant la fin de la matinée. Si vous tenez à être reçu joyeusement, venez l'après-midi où la détente du déjeuner aura effacé toutes les marques de tension. Vous serez surpris que ce monsieur que

vous avez vu le matin si bourru, si bousculeur, vous présente, l'après-midi, sa meilleure chaise, son meilleur visage et son meilleur cigare.»

Louis Robillard est le chef du service des nouvelles. Il fait l'éloge de la taille du *Devoir* en face de journaux beaucoup plus grands.

«Nous servons les nouvelles en comprimés. Ils les servent diluées, écrit-il. L'exiguïté de notre espace fait notre force. Le peu de colonnes dont nous disposons nous oblige à écrire le flot de faits divers, de dépêches, de correspondances et de communications que le courrier, le téléphone, le télégraphe ou le télétype nous apportent à toutes les minutes du jour. Nous offrons la crème de l'information quotidienne. Et l'on sait que la vraie crème est de plus en plus rare et qu'elle se vend en petites bouteilles.»

Des concerts-boucane

Chargé de l'affectation des journalistes, Robillard décrit de manière pittoresque leur métier et les conditions dans lesquelles ils l'exercent.

«Le reporter, même s'il se couche tard ou pas du tout, par devoir professionnel, est au bureau à 7 h 30 du matin, prêt à endosser le harnais. C'est l'heure réglementaire. Après avoir pris connaissance des nouvelles publiées par les journaux du matin, particulières à leur service, et que leur sert le chef de bureau; après avoir rédigé leurs comptes rendus et abattu un peu de besogne routinière, les reporters courent (car tout se fait en

rapidité dans les journaux), à la morgue, à la police, à l'hôtel de ville, à l'archevêché, au palais de justice, à l'université, chez

les pompiers, dans les hôtels, etc. Là chacun exerce son zèle, son flair, son sens de la nouvelle, son entêtement.»

De retour au journal, le boulot n'est pas terminé. «Le reporter a la "fale basse". Il a avalé une tasse de café vers 6 heures du matin. Il est une heure et il pense au steak familial qui l'attend ou au menu de restaurant voisin. Mais un ordre de son chef lui enjoint d'aller à un casse-croûte de quelque vague association d'admiration mutuelle où les discours obligatoires et prolongés sont plus maigres que les menus. Il voulait dîner, on l'oblige à déjeuner. Certains de nos camarades malins ont baptisé ces sortes de collations "maigre et jeune" du nom de rote-à-rien (Rotarians).»

Puis, «le soir, ces mêmes reporters vont à des concerts-boucane, des concerts sans boucane, des soirées paroissiales (fort

Des concerts-boucane

intéressantes pour les gens du quartier), des banquets oratoires, des marathons d'éloquence électorale avec beaucoup de boucane»...

Quelles qualités sont requises pour se distinguer dans le monde du journalisme? «Le parfait reporter, dit Robillard, doit posséder un complexe supérieur: endurance au travail et à l'insomnie, bonne santé, bon estomac et bons yeux, voilà pour le physique; débrouillardise, diligence, vigilance, clairvoyance, entretient, omniscience, vérocité et droiture, voilà pour le moral.»

«Nous disons bon estomac, car sans cesse invité, il doit toujours trouver le menu bon. Il devra avaler sans grimace le mauvais scotch qu'un politicien lui offre, car cela incline aux confidences (In whisky veritas). Il doit être gras, de préférence, car un commencement de rotundité est le compagnon ordinaire de la bonne humeur; et le parfait gazetier doit être gai ou le paraître. Il aura la digestion facile, pour que, aussitôt le banquet fini, il puisse se courber sur son calepin et inscrire trois heures durant les discours qu'on prononcera. Tout [sic] mieux si le reporter est grand: la haute taille impose en ce pays d'Amérique. Il doit être bien mis pour donner à son journal l'apparence de la prospérité.»

Le journaliste, conclut Robillard, «est un des personnages les plus intéressants parmi nos contemporains et qui pourrait être le héros d'un roman d'aventures. Il acquiert une connaissance profonde des hommes et des choses. Et la plupart de nos "grands" hommes lui paraissent petits, à force de les fréquenter. S'il racontait ce qu'il sait...»

«Ce sont là secrets de métier qu'il ne convient pas de révéler même dans un numéro de vingt-cinquième anniversaire. S'il fallait tout faire savoir au grand public, ça serait trop simple. Tout le monde voudrait devenir courriériste parlementaire. Sachons au moins sauvegarder un peu du mystère qui entoure l'exercice de notre métier. Disons qu'il faut avoir des oreilles, savoir écouter, avoir des yeux, s'en servir, tenir sa langue... et faire aller celle des autres.»

«Le soir, ces mêmes reporters vont à des concerts-boucane, des concerts sans boucane, des soirées paroissiales (fort

intéressantes pour les gens du quartier), des banquets oratoires, des marathons d'éloquence électorale avec beaucoup de boucane»...

On laissera à Émile Benoist, correspondant à Ottawa, le soin de conclure sur la façon dont le journaliste s'y prend pour déboucher la nouvelle.

J. D.

Tout est politique...

La politique a toujours occupé une place prépondérante dans les pages du *Devoir*. Dans ce document de 1935, Alexis Gagnon, correspondant parlementaire à Québec, donne un aperçu de son boulot, et bat du fait même en brèche l'idée que le cynisme à l'endroit de la classe dirigeante serait un phénomène récent...

«Le nouvelliste est spectateur non des illusions du parterre, écrit-il, mais de la coulisse. Il voit la farine qui blanchit les faces, le gras-blanc qui masque les rides, les toiles défraîchies et craquelées que l'on monte en trompe-l'œil électoral. Les acteurs répètent devant lui avant d'aller devant la galerie.»

«Aussi, après quelques années d'expérience et de désillusions, le nouvelliste n'est plus dupe des grands mots ni des grands gestes; il ne croit guère

aux appels claironnants des partis politiques et à leurs oripeaux usés.»

Gagnon souligne que son travail consiste non seulement à trouver la nouvelle, mais aussi à rapporter des discours, une tâche souvent fastidieuse. «Ce n'est pas besogne toujours alléchante d'écouter pour la millièmes fois les mêmes argumentations, les redites, les explosions d'une rhétorique barbouillée. Le député, comme le poète, a sa petite vanité d'auteur. Il s'imagine volontiers exprimer des idées foudroyantes de clarté, destinées à transformer l'âme des peuples», dit-il.

Le reporter relate que des élus sont parfois courroucés d'avoir vu leurs propos mal rapportés, mais qu'un petit remaniement du texte peut tourner à leur avantage... «Que de services le nouvelliste poli-

tique n'a-t-il pas rendus aux députés! Sinon par pitié, du moins par un impérieux besoin de clarté et de concision, il refait les discours, ampute les longueurs, supprime les tournures alambiquées, pour y substituer des phrases claires et qui vont droit au but. Ce qu'il a caché d'âneries, de phrases creuses et imbéciles!»

Les têtes de Turc favorites de Gagnon sont les membres du Conseil législatif, au sujet desquels il écrit: «Et puis plaçons ici une confession: ils ne dorment pas aussi souvent que je l'ai parfois laissé entendre; j'irai plus loin: jamais je n'en ai entendu ronfler, car je ne les ai que vus ronfler.»

«Le Conseil législatif siège rarement, poursuit-il. Comme les conseillers n'ont pas d'électeurs à soigner, ils n'éprouvent nullement besoin de faire des discours, et c'est autant de rhé-

torique perdue pour l'édification de la jeunesse.»

On laissera à Émile Benoist, correspondant à Ottawa, le soin de conclure sur la façon dont le journaliste s'y prend pour déboucher la nouvelle.

J. D.